



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

FORUM DES DEMOCRATES POUR LE RENOUVEAU

ALLOCUTION DE Monsieur KADIMA WA KADIMA LUSE, SECRETAIRE GENERAL DU FDR AUX JOURNEES DU DIALOGUE INTER OPPOSITIONS ET DES FORCES VIVES DU CONGO KINSHASA, DU 30 JUIN 2001 AU 2 JUILLET 2001, au PALAIS DES CONGRES I BRUXELLES.

Chers amis, Chers compatriotes,

C'est une joie pour moi de vous retrouver, pendant ces trois jours de conférence, à l'occasion du 41^{ème} anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance.

Avant toute chose, je tiens à remercier les organisateurs de ces journées, car les occasions pour les politiciens congolais, à la fois opposés à la dictature et hostiles au recours aux armes comme unique vole pour restaurer la démocratie, sont devenues plutôt rares depuis l'invasion de notre pays par les armées étrangères en 1996, qui a condamné une partie des fils du pays à l'exil.

Il apparaît évident que nous aurons préféré débattre à Kinshasa, quand bien même ce débat aurait été vif, comme seule notre passion pour un vrai changement dans notre pays, était capable d'en produire de 1990 à 1997

Ne gâchons donc pas ces moments précieux, et consacrons les avec une identique passion, mais pour une fois, serai-je tente de dire sans être sévère, une passion productive pour l'intérêt de notre peuple ; car, l'heure n'est plus aux discours stériles, même empreints de lyrisme, aux belles formules incantatoires, ou aux slogans , par nature forcément réducteurs

L'heure n'est pas non plus, aux tentations à la dévalorisation de l'autre, voire à la diabolisation, auxquelles certains d'entre nous s'étaient tellement habitués pendant la transition, qu'ils en firent une culture politique, ne développant ainsi aucune proposition concrète propre à enrichir le débat démocratique. Ils étaient plus prompts à détruire l'adversaire, le concurrent, au risque de développer de manière diffuse dans le peuple la culture de l'exclusion, du rejet, de la haine.

Une culture antinomique aux valeurs républicaines et démocratiques pourtant nécessaires pour fonder le Congo nouveau que nous déclamions tous, alors et encore, avec tant de passion.

Cette culture pernicieuse n'a pas été propice à la recherche de contribution au fonds commun des valeurs démocratiques et des principes républicains, et encore moins au renforcement du consensus, pourtant si nécessaire pour affronter la crise que connaissait notre pays des 1990, lors du déclenchement du processus de démocratisation, mais aussi et surtout, pour combattre ensemble tous nos ennemis qui, eux, étaient à l'extérieur du pays et aujourd'hui l'occupent directement ou indirectement.

Les événements survenus depuis 1996 le montrent malheureusement, et dramatiquement, à l'envi. Out, nos ennemis étaient à l'extérieur et non à l'intérieur ; à l'intérieur nous n'aurions dû avoir que des concurrents, des adversaires, même si certains, et nous en reparlerons plus tard, représentaient le parti de l'étranger, et usurpaient le pouvoir du peuple au profit des occidentaux.

il va s'en dire, que dans ce tableau peu élogieux de notre classe politique et de sa culture passée, et parfois malheureusement encore présente, KADIMA WA KADIMA LUSE Secrétaire Général du FORUM DES DEMOCRATES POUR LE RENOUVEAU, ne s'est pas auto-exclu, non, il y figure bel et bien ;

- même si, comme chacun d'entre vous dans son autocritique, il peut évaluer dans la balance de son parcours politique son passif et son actif ;
- même si ne doit pas mener à l'autoflagellation, pratique inutile, car la compassion n'est pas une valeur politique, et encore moins une vertu, car elle fait appel uniquement au cœur et rarement à l'esprit ou à la raison ;
- Et même si la nécessité de reconstruire une démarche politique commune et consensuelle nouvelle, ne doit pas exonérer certains dans les lourdes responsabilités qu'ils portent, dans la façon dont s'est déroulé le processus de démocratisation de 1990 à 1997 ;

Elle ne doit pas non plus redonner une virginité presque mariale aux saboteurs de la transition, aux spoliateurs des richesses de la Nation et aux complices de l'invasion de notre pays en 1996.

Pas de nouveau blanchissement politique pour ceux qui avaient déjà été blanchis en 1991, dans la grande blanchisserie de l'Union Sacrée de l'Opposition dite "radicale". On sait à quoi cela nous a mené, avec le retour des dinosaures en 1994,

De cela, nous en avons tous été responsables, ne recommençons plus ! L'histoire et notre peuple ne nous le pardonneraient pas!

Alors, aujourd'hui, en ce lieu, abandonnons cette culture de la haine et de la division, retrouvons nos valeurs démocratiques et républicaines communes.

Ce préalable nécessaire étant posé, j'insisterai dans le développement de mon intervention sur seulement deux points.

Je ne veux pas, en effet, revenir sur la nécessité de l'union entre les fils et les filles du Congo, ni sur la politique menée dans notre pays depuis l'indépendance, ni même sur ce que devrait être le dialogue intercongolais, car beaucoup a déjà été dit par les intervenants précédents sur ces différents sujets.

Je souhaite plutôt vous exposer, au nom du parti dont j'assume la direction, en tant que Secrétaire Général, le FORUM DES DEMOCRATES POUR LE RENOUVEAU, notre vision sur ce que pourrait être un nouvel ordre politique institutionnel après le dialogue intercongolais, c'est à dire pendant cette nouvelle transition qui va s'ouvrir, et dont l'ordonnement devra être, à notre sens, le prélude de la Troisième République.

Mais auparavant, afin d'éviter les erreurs du passé, et parce que nous voulons construire un ordre fondé sur les valeurs républicaines et démocratiques et en harmonie avec la volonté de nos concitoyens, je me permettrai de vous exposer ce que mon expérience en tant qu'acteur politique m'a permis de retenir de cette transition.

Que nous a donc révélé cette transition ? Ou plutôt, quelles erreurs avons-nous commises et ne devons-nous plus répéter ?

Première erreur et sans doute la plus grave : le recours à l'étranger.

Lorsque je suis rentré au pays en 1990, après un exil politique forcé, combien l'ai-je pu être surpris de constater que de nombreux politiciens, si prompts, par moments, à évoquer la Patrie, la Souveraineté, au risque parfois de passer pour des nationalistes ombrageux, font appel constamment aux occidentaux, notamment à la fameuse *troïka*, pour intervenir dans le débat congolais et régler nos problèmes, au point d'en faire des acteurs incontournables, voire les acteurs principaux, et de transformer les ambassadeurs américain, belge et français en véritables proconsuls, dont les déclarations d'ingérence devenaient curieusement des paroles d'évangile.

Des "saints" en effet que ces hommes là!

Représentant de pays incapables de résoudre leurs propres problèmes économiques et sociaux (60 millions de pauvres aux USA, 8 millions en France, triste hit-parade dans lequel figure également en bonne position la Belgique);

Représentants de nations ayant basé leur développement les uns, comme les Belges, sur le génocide congolais et le pillage de nos richesses pendant 75 ans, un pillage dont le contentieux qu'il a créé, devra être assumé un jour par ce pays :

Et pour les autres, comme les Américains, sur le génocide indien et l'esclavage des Noirs, dont des dizaines de millions d'Africains furent victimes;

Voilà donc ceux qui allaient faire notre bonheur !

Les Congolais pouvaient être contents : ils avaient leur nouvelle trinité (Belgique, Etats-Unis, France), leurs nouveaux prophètes (sainte Mélissa WELLS, saint RETHORE....), et même leur Moïse : Etienne TSHISEKEDI, tous unis dans la croisade contre le Belzébuth de l'Afrique, le Lucifer des temps modernes, le suppôt de Satan: MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA.

Il ne leur manquait plus que le Messie, l'annonciateur des temps glorieux, le faiseur de miracles.

Eh bien, il vint ce messie, en 1996, et il vainquit tous les hérétiques et les païens le 17 mai 1997, aidé pour cela de ses archanges, BIZIMA KARAHYA, ABDOULAYE YERODIA, BUGERA, KABARERE, NYARUGABO, RUBERHWA.

Mais le Messie n'était pas un messie. Laurent Désiré KABILA était plutôt l'antéchrist. Trop tard, le loup était dans la bergerie.

Voilà ce qu'il en coûte quand on fait toujours appel à l'étranger, et que l'on ne veut pas compter sur ses propres ressources, sur son propre peuple. On finit alors, par faire admettre à ce dernier que le salut ne peut venir que de l'étranger, et quand l'étranger vient, même armé, il ne peut être que le salut.

Les occidentaux l'avaient bien compris et avaient encouragé cette politique d'autant plus facilement, que les politiciens sans base, réfugiés dans l'opposition, refusaient d'aller chercher le soutien de leur peuple, préférant déambuler dans les couloirs des ambassades occidentales, en quête de quelques prébendes échangées contre l'ouverture d'une brèche dans laquelle n'avaient plus qu'à s'engouffrer les troupes étrangères, qui, depuis 1996, n'ont plus quitté notre territoire, pillent allégrement et impunément notre pays, et ont déjà massacré des centaines des milliers des personnes, peut-être des millions.

Cette grave erreur qui consiste à recourir à l'étranger pour régler nos propres problèmes, au nom de je ne sais quel droit d'ingérence, devra être bannie de nos démarches politiques à venir, car le droit d'ingérence dans un pays, mène toujours à la violation des droits de ce pays. Et, aujourd'hui, nos dirigeants sont angolais,

burundais, namibiens, ougandais, rwandais, zimbabwéens, même s'ils ont daigné laisser à la tête du pays un regent sans pouvoir ni droit, le "président par hasard", Joseph, prétendu KABILA.

Cherchons plutôt dans le débat entre Congolais, les solutions à nos problèmes et appuyons-nous, pour être forts, sur notre peuple. Personne ne viendra faire notre bonheur à notre place.

D'autres erreurs émaillèrent le cheminement de cette transition, je ne les développerai pas toutes, je me contenterai plutôt d'en énumérer certaines ; parmi celles-ci, citons

- La vision manichéenne de la perception du champ politique, divisé entre les bons et les méchants, et où seules la sanctification des uns, et la diabolisation, par oukases, des autres, apparaissait comme la seule grille de lecture possible. Cette bipolarisation de type mystico-religieux devra faire place au classement des uns et des autres, en fonction des idées, des propositions et des actes
- Autre erreur, le refus des élections, quand on n'en a pas soi-même la maîtrise du processus ; une élection constitue toujours un progrès, même si toutes les règles souhaitées n'ont pas été respectées. Il vaut mieux perdre une élection irrégulièrement, continuer le combat politique dans les hémicycles et les meetings, que faire verser le sang, quand l'absence de processus électoral, donne l'occasion certains de perdre les armes au nom du peuple, et de tuer parmi ce peuple ceux qu'on prétend défendre;
- Dernière erreur que je développerai: la fragilisation des institutions politiques, administratives et militaires, quand on les confond avec leurs animateurs, quand on fait porter aux structures les responsabilités issues des politiques conjoncturelles, ou bien encore, lorsqu'on substitue au combat légitime pour une coopération au service du peuple, la lutte pour la suppression de toute forme de coopération afro de pénaliser, soit disant le pouvoir, mais en fait l'Etat et les citoyens, fut-ce au détriment des intérêts des populations; des populations bien absentes, il est vrai, des préoccupations de nombre de nos politiciens, dont les enfants fréquentent plus les écoles chiques et les cliniques privées d'Europe, que les écoles publiques congolaises ou l'hôpital général de Kinshasa.

Ces erreurs étant décelées, que pouvons-nous maintenant projeter pour l'après-dialogue`?

Pour notre part, au FDR, nous prôtons, en premier lieu, une décentralisation politique et une déconcentration administrative réelles poussées, pour une action de proximité au service des citoyens.

Evitons à cette occasion les débats stériles : fédéralisme, centralisme, etc. Sans entrer dans les détails, gardons à l'esprit deux choses : tout d'abord que le fédéralisme tient d'un processus qui consiste à rassembler des entités politiques indépendantes en les fédérant. c'est à dire en les réunissant ; le processus inverse s'appelle la décentralisation ; la perte de certaines fonctions régaliennes par l'Etat central mène toujours, en sciences politiques, à l'autonomie des entités concernées.

Et ce n'est pas parce que, à un moment donné de son histoire, un pays européen a mal qualifié son processus séparatif par étapes, que nous devons l'imiter et le suivre dans l'erreur. Occupons-nous pour notre part, et en tenant compte du séparatisme de fait de notre territoire, de déterminer plutôt ce qui reviendra à l'Etat central, et ce qui sera confié aux entités décentralisées.

Enfin, si nous nous contentons de remplacer un super dictateur par 26 mini dictateurs, nous n'aurions rien changé au sort des gens, et un exercice dictatorial du pouvoir, unitaire ou décentralisé, reste toujours un exercice dictatorial.

Concentrons-nous plutôt, au-delà de la définition linguistique byzantine de la forme de l'Etat sur les relations entre citoyens et leurs Etats dans ses fonctions politiques et administratives, et sur leurs capacités d'intervention et de recours contre les excès des gouvernants; ou encore, penchons-nous sur le respect de la minorité politique dans les choix de gouvernement, car on ne peut substituer à la dictature de la minorité, la dictature de la majorité, fût-elle légalisée et légitimée par un processus électoral, pourtant démocratique.

Nous prôtons, en effet, une plus grande intervention citoyenne, notamment

- par le contrôle des élus,
- par le droit de pétition formant mandat impératif pour le mandataire,

- par la création de pontes de médiateurs de la République pour régler les litiges, en premier ressort, entre les administrés et les organes de l'Etat,
- par la possibilité de recours pour un groupe de citoyens auprès du Conseil Constitutionnel ou de la Cour Suprême;

- par la création d'une commission nationale et de commissions provinciales des droits de l'Homme dans lesquelles siègeraient des représentants d'Associations de droits de l'Homme, et dont les décisions seraient immédiatement applicables.

Je ne peux bien sûr en 10 minutes énumérer toutes nos propositions, mais sachez qu'elles contiennent également une forte dimension écologique car l'équilibre entre l'homme et son environnement est fondamental pour son bien être.

J'évoquerai enfin la nécessité de la création d'une commission nationale de vérité réconciliation. Car, pour se réconcilier, il faut savoir ce qui a divisé, sans esprit de revanche.

On ne construit pas sur le mensonge, les non dits, les oublis ; sinon, on fausse et on frustre. L'exemple de la Conférence Nationale Souveraine doit nous servir de leçon. Ne volons pas à notre peuple son droit à la vérité, il lui faut connaître son passé pour construire, dans la concorde, son avenir.

En conclusion, je lance un appel à l'Union, à l'Union de tous ceux qui se reconnaissent dans une démarche nationale qui se fixerait pour objectif premier, l'Union du Peuple Congolais, autour des principes républicains et des valeurs démocratiques, pour contrer tous nos ennemis, qui eux ne désarment pas.

En effet, voyant que le Dialogue Inter Congolais, comme le propose le FDR, peut devenir souverain et échapper aux occidentaux dont les valets risquent d'être écartés, réalisant que la Commission de l'ONU enquêtant sur le pillage des ressources du Congo met en cause de nombreuses sociétés américaines et belges, via leurs alliés idéologiques et traditionnelles, le Burundi, l'Ouganda, le Rwanda, constatant implication supposée d'une des trois composantes de la troïka dans l'assassinat de feu Laurent Désiré KABILA, les Français et les Américains ont fait un deal pour enrayer tout ce processus, et mettre au pouvoir

par la force, et en accord avec le stagiaire présidentiel Joseph prétendu KABILA, leur homme-lige de toujours, le parrain du syndicat du crime Congolais depuis 1980, le serviteur des intérêts du parti de l'étranger: pour occuper des le 15 juillet 2001 la fonction de Président de la République démocratique du Congo.

Mes tres chers compatriotes,

Comme je viens de vous le dire plus haut, l'ennemi ne desarme jamais. Nous non plus, nous ne désarmerons jamais. Mobilisons-nous pour faire échec à cette nouvelle conspiration qui consiste à nous imposer l'administrateur général de la troïka à la tête de notre pays; sinon tons les discours tenus du haut de cette tribune ii'auront servi a rien. Car, pendant que nous parlons, d'autres agissent.

Surpassons nos divisions et réalisons cette union que notre peuple attend!

.le Vous remercie.

KADIMA WA KADIMA LUSE
Secrétaire Général du FDR
Bruxelles ,Le 1^{er} Juillet 2001